

# Rassemblement du Jour de la terre de Montréal : un quart de million dans la rue, un record historique

lundi 23 avril 2012, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2012).



Plus d'une heure avant le début de la manifestation du Jour de la terre de Montréal, le métro était bondé. Il y avait quelque chose de nouveau dans l'air.

« Selon les organisateurs de l'évènement, environ 250 000 personnes auraient pris part à la marche pour l'environnement qui avait lieu en après-midi dans le centre-ville.

« Le coup d'envoi de la manifestation a été donné à 14 h, à la place des Festivals, alors que les cloches de 200 églises à travers la province ont sonné pendant deux minutes.

« De nombreuses personnes étaient venues manifester en famille ou entre amis.

« En cette journée de promotion de l'environnement, les transports en commun, pris d'assaut par les manifestants qui tentaient de se rendre au rassemblement, ont été débordés, même si des trains supplémentaires avaient été ajoutés dans le métro sur les lignes verte, orange et jaune en prévision de l'évènement.

« Si l'absence générale de représentants du gouvernement libéral provincial et du gouvernement conservateur fédéral a été remarquée, leurs opposants, eux, n'ont pas hésité à prendre la parole. Le chef du NPD, Thomas Mulcair, en a profité pour dénoncer l'exploitation des sables bitumineux.

« La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a pour sa part parlé de transport écologique. « On pense qu'on peut réduire encore davantage nos impacts sur les gaz à effet de serre, en allant entre autres vers du transport en commun électrifié et en allant vers le transport, tout court, qui utiliserait des énergies renouvelables », a-t-elle plaidé.

« La porte-parole de Québec Solidaire, Françoise David, a quant à elle déploré « de voir le gouvernement canadien se dissocier de l'accord de Kyoto, qui est un accord qui n'est même pas si contraignant », considère-t-elle.

« Des manifestants dénonçaient aussi le Plan Nord, l'exploitation des gaz de schiste, ou encore la réfection de la centrale nucléaire Gentilly 2. » [\[1\]](#)

Voilà peut-être la plus grande manifestation jamais tenue dans l'histoire du Québec qui rivalise avec celle du 22 mars organisée par les trois fédérations étudiantes. Deux records à la suite, voilà un

révélateur d'une mue politique en gestation dont Occupons-Montréal a été le précurseur. L'intransigeance du gouvernement Libéral envers le mouvement étudiant, s'enfouissant dans le sillon de la réactionnaire politique économique et écologique du gouvernement Conservateur, commence à faire trembler certains ténors de la bourgeoisie, appuyée par leurs intellectuels organiques, qui souhaiteraient une trêve suivie d'un sommet de l'éducation. Après deux mois de grèves, dans le cas des cégeps et facultés universitaires à la pointe du mouvement, environ le tiers des étudiants et étudiantes du post-secondaire, soit 175 000, tiennent toujours le coup.

Le grand rassemblement d'aujourd'hui pourrait signifier une relance de la lutte d'autant plus que la CLASSE, la fédération étudiante la plus combative qui regroupe près de la moitié des grévistes, s'est finalement sortie du guêpier de la « condamnation de la violence » qui l'avait mise sur la défensive et menaçait de rompre l'unité des trois fédérations. Si le magnifique succès d'aujourd'hui crée une condition nécessaire à la victoire, celle-ci est loin d'être suffisante. Car ce rassemblement citoyen est une « foule », comme le disait une affiche, qui par définition se disperse sans lendemain, même si elle marque la maturation d'un nouvel état d'esprit, à moins qu'il y ait une organisation pour assurer la suite des choses. Or la coalition d'organisations écologiques, d'artistes et de personnalités qui l'a convoqué, même si elle a su saisir la colère sociale qui monte, n'a pas cette capacité.

Par contre, l'organisation syndicale, et la nébuleuse d'organisations populaires qui l'entoure, l'ont. Comme l'occasion fait souvent le larron, voilà que dans quelques jours le 1<sup>er</sup> mai, fête du travail, se présente au rendez-vous. Non seulement pour une autre grande manifestation, que les bureaucraties syndicales n'ont jusqu'ici pas prévue, mais pour une escalade au-delà de la grève étudiante dont la résilience étonne le peuple québécois. L'immense succès mobilisateur du Jour de la terre fournit l'occasion aux bureaucraties endormies, maintenant qu'est terminée la lucrative saison de la collecte des nouvelles contributions aux prétendus fonds de solidarité — fonds milliardaires de capital de risque généreusement subventionnés par l'État et gérés par les deux plus importantes centrales syndicales, FTQ et CSN — de se ressaisir afin d'appeler à une grève sociale de 24 heures déjà votée en principe par le congrès de la CSN en 2010.

Aux intersyndicales et à la base syndicale, à la Coalition populaire mains rouges de 140 organisations, et à la gauche politique, dont Québec solidaire, de pousser à la roue. Déjà, la coordination de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve de Québec solidaire, une des plus importantes de ce parti, a décidé de signer la pétition en ligne « Les syndicats en appel à la défense du peuple » qui invite les centrales syndicales « à la mobilisation nationale, en débutant peut-être par une journée de grève générale symbolique à la grandeur du Québec » et d'inviter la direction nationale du parti à faire de même tout en rendant public cet appui.

**Marc Bonhomme**, 22 avril 2012

---

**P.-S.**

\* [www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; bonmarc videotron.ca

---

**Notes**

[1] Site web de Radio-Canada, 22/04/12.